



**Liberté
Égalité
Fraternité**

Préfet du Pas-de-Calais

dossier n° PA 062 806 22 00001

date de dépôt : 30 août 2022

demandeur : **Conservatoire du Littoral,**
représenté par **M Arnault GRAVES**

pour : **Réduction de l'emprise de l'ancienne
Route Départementale, remplacement de
clôtures et portails, aménagement des abords
des gîtes et plantation de haies bocagères.**

adresse terrain : lieu-dit Le Phare,
à Tardinghen (62179)

Direction Départementale des Territoires
et de la Mer du Pas de Calais
Affaire suivie par :
Hervé LEFRANC
03 21 81 17 38

**Le Directeur Départemental des Territoires et
de la Mer du Pas de Calais**
à
**Conservatoire du Littoral, représenté
par M Arnault GRAVES**
19 Quai Giard
62930 Wimereux

Vous avez déposé une demande de permis d'aménager le 30 août 2022, pour un projet de Réduction de l'emprise de l'ancienne Route Départementale, remplacement de clôtures et portails, aménagement des abords des gîtes et plantation de haies bocagères. situé lieu-dit Le Phare, à Tardinghen (62179).

Il vous avait alors été indiqué que le délai d'instruction de votre demande était en principe **de 3 mois**, mais que l'administration pouvait, dans le mois suivant le dépôt de votre dossier, vous écrire :

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...),
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier,
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où une autorisation tacite n'est pas possible.

Je vous informe que le délai d'instruction de votre projet doit effectivement être modifié :

MODIFICATION DU DELAI D'INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE PERMIS

Après examen de votre demande, il s'avère que :

- votre projet entre dans le champ d'application de l'article 4 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive. et en conséquence en application de l'article R. 425-31 du Code de l'urbanisme la décision ne peut intervenir avant que le préfet de Région ait statué.
- votre projet est situé dans un site inscrit en application de l'article L. 341-1 du code de l'environnement et en conséquence en application de l'article R. 425-30 du Code de l'urbanisme, la décision sur la demande de permis ne peut être prise qu'après consultation de l'Architecte des Bâtiments de France.
- votre projet est soumis à la procédure de participation du public par une mise à disposition... et en conséquence en application de l'article L.123-19-2 Code de l'environnement, le projet est soumis à une procédure de participation du public
- votre projet est situé dans un espace proche du rivage et fera l'objet de l'accord du préfet après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Je vous informe en conséquence que pour permettre de respecter cette obligation, **le délai d'instruction de votre demande de permis d'aménager doit être porté à 5 mois** en application de l'article R. 423-25 a) du code de l'urbanisme.

De plus en application de l'article R.423-32 du code de l'urbanisme, le délai d'instruction est de **1 mois à compter de la date de réception par le Préfet, des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête (art. R.423-20 du code de l'urbanisme)**. Vous recevrez un courrier, au maximum 8 jours après réception par le Préfet des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, vous précisant la date à partir de laquelle ce nouveau délai d'instruction commencera à courir [art. R.423-57 du code de l'urbanisme].

Le nouveau délai d'instruction de votre demande sera le plus long des deux.

Ce délai annule et remplace le délai de droit commun de 3 mois, qui figure sur le récépissé de dépôt de votre demande de permis d'aménager.

CAS OU UN PERMIS TACITE N'EST PAS POSSIBLE

L'article R. 424-2 prévoit que, « par exception au b de l'article R. 424-1, le défaut de notification d'une décision expresse dans le délai d'instruction vaut décision implicite de rejet dans les cas suivants : [...]

ABF si l'avis défavorable notifié à temps à l'autorité compétente »

Votre projet correspond à ce cas et, en conséquence, un permis tacite n'est pas possible;

Si aucune décision ne vous est envoyée à l'issue du délai d'instruction, vous pourrez considérer que votre demande est refusée, en application de l'article R.424-2 du code de l'urbanisme.

Je vous prie de croire en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait, A ECUIRES
Le 22/09/2022

L'adjoint au responsable du pôle FIADS de Montreuil s/Mer
David VERBRUGHE

Copie adressée en mairie

Durée de validité du permis : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.